



Accueil > Politique > Elections européennes 2014

# Européennes : ces petites listes parties pour «se prendre une branlée»

DOMINIQUE ALBERTINI 15 MAI 2014 À 07:24 (MIS À JOUR : 15 MAI 2014 À 10:37)



Des panneaux électoraux pour les européennes, à Toulouse. (Photo Eric Cabanis. AFP)

**TÉMOIGNAGES** Parmi les 193 listes candidates aux européennes, beaucoup de micro-formations qui mènent campagne avec enthousiasme, mais sans moyens. Libération donne la parole à quatre têtes de liste.

Aux élections européennes, tout le monde ne boxe pas dans la même catégorie. Il y a les poids lourds, type UMP, PS, FN, pour lesquels l'enjeu est d'obtenir un bon nombre de députés européens; les petites cylindrées, façon Debout la République, NPA, ou les listes de Corinne Lepage, qui disposent d'un peu de surface médiatique et espèrent au moins atteindre le seuil des 3%, synonyme de remboursement des frais de campagne. Et il y a tous les autres, pour lesquels imprimer un nombre suffisant de bulletins de vote est déjà une gageure.

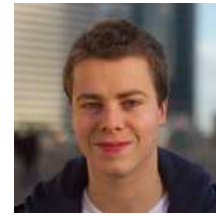
Parmi les 193 listes qui se présentent en France, certaines représentent des micro-formations sans grands moyens financiers ni humains. Ils sont féministes ou écolos, soutiennent le vote blanc ou le rétablissement de la monarchie, défendent le cannabis ou la décroissance. Certains arpentent le terrain, d'autres recrutent leurs électeurs sur Internet. Malgré les difficultés, les élections européennes, relativement accessibles aux petites formations, leur procurent une visibilité inédite. *Libération* donne la parole à quatre d'entre elles.

## «LES PETITES LISTES SONT TRÈS DISCRIMINÉES»

**Louis de Gouyon Matignon, 22 ans, étudiant en droit à Paris. Tête de liste du Parti Européen en Ile-de-France**

**Le mouvement :** «Nous sommes un tout jeune parti, créé il y a deux mois à peine. Notre message est simple : nous sommes la génération Maastricht. Nés Français, nous mourrons européens. Beaucoup de sympathisants m'ont rejoint suite à mes livres et à mes conférences sur les Tziganes, dont je suis un spécialiste. Etudiant en droit, je discute aussi

souvent de l'Europe avec mes camarades d'université, et c'est ainsi que l'idée est née de constituer une liste pour ces européennes. Les grands mouvements qui se disent fédéralistes n'en parlent que deux semaines avant les élections. Quant à nous, si nous grandissons, on parlera d'Europe à toutes les élections où nous serons présents. Tous mes colistiers sont étudiants, la majorité en droit ou en journalisme. Avec une moyenne d'âge de 23 ans, nous sommes la plus jeune liste de ces élections en France, peut-être même en Europe.»



**Les idées :** «Notre parti promet donc les valeurs du fédéralisme: nous souhaitons que l'Europe devienne une entité supranationale centralisée, avec un Président élu au suffrage universel direct, un gouvernement et une constitution. Au niveau local, les Etats s'effaceraient au profit des régions, qui sont pour nous le meilleur cadre pour intégrer les personnes. L'Europe est notre patrimoine historique, et les régions les entités les plus cohérentes aux niveaux linguistiques et culturels. Toutes nos propositions sont liées à cet objectif. En matière d'éducation, nous voudrions que les programmes soient harmonisés pour partager une Histoire et une géographie commune. Ou encore que les échanges Erasmus deviennent obligatoires. En matière sociale, on pourrait envisager un salaire minimum européen.»

**Les moyens :** «Nous ne pourrions être présents qu'en Île-de-France, pour concentrer nos faibles moyens sur une seule région. Notre budget est de 3 000 euros, récoltés grâce à la générosité de nos familles et de nos proches. Et toutes nos dépenses sont publiées sur notre site. On se sert énormément des réseaux sociaux, mais on va aussi sur le terrain – en ciblant plutôt les quartiers parisiens de gauche, car nous sommes finalement proches d'Europe Ecologie, ou encore de Nouvelle Donne. Malgré nos efforts, je pense qu'on est partis pour se prendre une bonne branlée ! Les petites listes sont très discriminées. L'administration est serviable, mais le code électoral est illisible : sans expérience, difficile de s'y retrouver. De plus, le matériel officiel, et notamment les bulletins de vote, est à la charge des partis. Certains peuvent se les payer, parce qu'ils reçoivent des subventions publiques ; nous, nous n'en aurons pas assez pour tous les bureaux de votes. C'est une anomalie que nous allons attaquer devant un tribunal administratif »

#### «NE NOUS PRÉSENTEZ PAS COMME DES ZIGOTOS AUX IDÉES BIZARRES !»

**Laure Patas d'Illiers, 57 ans, informaticienne, tête de liste du parti Europe, Démocratie, Esperanto en Ile-de-France**



**Le mouvement :** «Depuis le début, en 2003, nous sommes un mouvement européen, une fédération, avec des partis en Allemagne, en Pologne, en Hongrie et en Bulgarie. Notre programme est conçu au niveau européen, en esperanto, puis traduit dans chaque langue. Nous avons aujourd'hui quelques centaines d'adhérents en France – beaucoup d'informaticiens, comme moi, et des professeurs – de langue notamment. Nous sommes un parti de la société civile, sans étiquette :des lanceurs d'alerte, un peu comme les premiers écologistes dans les années 1980. Nous sommes surtout actifs au moment des élections européennes, auxquelles nous participons pour la troisième fois. Entre-temps, on fait des universités d'été pour dialoguer avec les partis des autres pays. Nous sommes un vrai mouvement : ne nous présentez pas comme des zigotos aux idées bizarres !»

**Les idées :** «Notre programme est dans le nom du parti : Europe, étant par nature un mouvement fédéral européen. Démocratie, car les institutions communautaires en manquent cruellement. Nous voulons que les citoyens soient associés à l'élaboration des lois européennes selon les principes de l'open government : qu'ils puissent suivre le travail des députés, ouvrir les dossiers, dialoguer avec eux. Esperanto, car, pour que ce dialogue ait lieu, il faut parler le même langage. Avoir 25 langues officielles, c'est intenable. Peu à peu, l'anglais devient hégémonique. Nous proposons l'esperanto car c'est dix fois plus facile, et moins cher, à apprendre. C'est une façon de résoudre la fracture linguistique en mettant tout le monde au même niveau, citoyens comme entreprise. Cela pourrait devenir le ciment d'une citoyenneté européenne.»

**Les moyens :** «Notre budget est de 80 000 euros pour faire campagne dans les huit circonscriptions françaises. Il repose entièrement sur les dons de nos adhérents et sympathisants, collectés depuis cinq ans. Il faut faire 3% pour être remboursé de ses frais de campagne. Mais, n'ayant récolté que 0,1% des voix environ aux deux précédentes européennes, nous n'y comptons pas trop. On fait campagne à l'économie : par exemple, nous n'avons pas les moyens de financer l'impression de nos bulletins de vote partout, donc nous incitons nos électeurs à les télécharger sur notre site. Nous organisons des réunions publiques en province, mais pas en Ile-de-France, car c'est trop difficile d'y attirer les médias. Et nous n'aurons sans doute pas autant d'affiches que de panneaux. Je consacre trois heures par jour à cette campagne, sans interrompre mon activité professionnelle, mais en prenant des congés.»

#### «JE NE SAIS PAS SI NOS CANDIDATS SE CONNAISSENT DANS LA VRAIE VIE»

**Nicolas Rey, 25 ans, étudiant en biologie à Vannes (Morbihan). Tête de liste du Mouvement socialiste alternatif dans la circonscription Ouest**

**Le mouvement :** «Nous ne sommes pas un parti, ni même une association, mais un mouvement créé sur les réseaux sociaux. C'était en 2011, nous voulions donner la parole aux citoyens, qu'ils proposent et votent eux-mêmes nos idées.

Aujourd'hui, nous avons environ 800 contributeurs sur les réseaux sociaux et sur notre site. Tous les débats se déroulent en ligne. Il n'y a pas d'adhésion formelle, pas non plus de réunions «dans la vraie vie» : c'est complètement informel. Le processus est le suivant : des contributeurs nous proposent une idée, une mesure, un projet de loi. On en fait une synthèse pour l'expliquer au plus grand nombre, et le débat est ouvert en ligne pour trois jours. Chacun peut participer, il suffit de laisser un commentaire sur notre site ou sur les réseaux sociaux. Et on amende le texte en fonction des commentaires. Ce sont les administrateurs du MSA qui assurent la modération. Pour qu'une contribution soit retenue, elle doit être pertinente, développée, argumentée».



**Les idées :** «Je me suis toujours senti à gauche, un peu Besancenot, un peu Mélenchon, mais le fonctionnement de ces partis n'était pas du tout ce que j'avais en tête. Quant au PS, pour nous, il est libéral et devrait changer de nom. Parmi nos propositions, il y a notamment un revenu de base -dont je n'ai plus le chiffre en tête, il faudrait voir sur le site [207,96 euros, ndla]- et que nous envisageons d'élargir aux mineurs. Nous proposons également de passer à la méthanisation de masse, comme dans les pays nordiques : c'est-à-dire que les déchets organiques seraient détruits par des bactéries pour produire du méthane, qui serait lui-même une source d'énergie. Nous nous prononçons également pour une réforme des institutions européennes, avec notamment une baisse des indemnités des élus et la possibilité pour les Etats d'emprunter directement de l'argent à taux zéro à la banque centrale».

**Les moyens :** «Au départ, nous voulions être présents dans trois régions. Mais dans le Centre, le mandataire financier n'a pas fait son travail, et en Ile-de-France notre liste a été refusée en raison de problèmes d'attestations. Nous ne sommes donc présents que dans l'Ouest. Notre liste est 100% étudiante. Franchement, je ne sais pas si les participants se connaissent entre eux, autrement que par les réseaux sociaux. Nous n'avons pas dépensé un sou pour la campagne : les bulletins seront imprimés par les votants, nous n'avons ni affiches ni profession de foi. Je me contente d'être accessible, de répondre aux mails des citoyens et des médias, en y consacrant trois ou quatre heures par jours. Ce n'est pas autant qu'il le faudrait, mais j'ai un partiel dans une semaine. J'ai bien essayé de faire un peu de porte-à-porte, mais les gens n'étaient pas du tout intéressés. Internet permet de toucher directement ceux qui sont d'accord avec vous.»

#### «LES FRANÇAIS N'ENTENDENT PARLER DU ROYALISME QUE LORS DES GAULETTES DES ROIS»

**Sandrine Pico, 51 ans, tête de liste de l'Alliance Royale dans la circonscription Est**

**Le mouvement :** «Notre parti a été créé en 2001, sur le constat suivant : les Français n'entendent jamais parler du royalisme, sinon lors des galettes des rois ou de conférences. Notre créneau, c'est d'aller au contact des gens, de sortir de l'ornière. Les Français d'aujourd'hui écoutent plus Daft Punk que Lully, donc nous sommes très pragmatiques, tout l'inverse d'un club mondain. Nous voulons réformer le royalisme : on se différencie bien des petits groupuscules radicaux, qui nous prennent pour des gauchistes. Nous voulons une monarchie sociale, pas sclérosée !»



**Les idées :** «Notre but est de proposer une alternative démocratique à la République : une monarchie où le roi serait la clef de voûte de la société. Un souverain apporte la stabilité et l'unité. La France ne sait pas qui la dirigera en 2017 ; avec un roi, elle saurait qui la dirigerait encore en 2030, la dotant d'une vision à long terme. Par ailleurs, la République est soumise aux lobbies : le roi, lui, n'est d'aucun parti et avait les moyens d'éliminer ceux qui essayaient de détourner le pouvoir à des fins privées – voyez comment Louis XIV s'est débarrassé de Nicolas Fouquet ! La République écrase l'individu, ne laissant rien subsister entre celui-ci et l'Etat : nous proposons, nous, de renforcer la décentralisation en recréant les provinces, qui seraient représentées à travers des parlements et obtiendraient de nouveaux pouvoirs. Nous conserverions un parlement élu à deux chambres, mais les députés seraient choisis au sein de collèges territoriaux ou professionnels.»

**Les moyens :** «Nous sommes très pauvres et ne recevons aucune subvention. Notre budget n'est que d'un millier d'euros. Mais comme nous nous présentons dans cinq circonscriptions, nous avons droit gratuitement à un clip de campagne sur les chaînes nationales. Nos militants font campagne sur Internet et sur le terrain, on colle des affiches partout. C'est pour cette visibilité que nous nous présentons aux européennes. Une élection proportionnelle à un tour où il est relativement facile de monter une liste, c'est du pain bénit pour les petits partis. Je reçois beaucoup d'appels de gens qui veulent s'impliquer : il y a de plus en plus d'anti-républicains, je suis ravie.»

**Dominique ALBERTINI**